

FAITS SAILLANTS (Il y a 1 heure)

- Plus de 7 000 personnes affectées par les catastrophes naturelles ont bénéficié d'une assistance humanitaire d'urgence depuis le début de l'année 2019
- Avec un HRP financé à 56%, les partenaires humanitaires ont pu atteindre un peu plus de la moitié de leurs objectifs en 2018
- Les activités de préparation à la riposte à la maladie à virus Ebola sont en cours
- Recrudescence du paludisme au Burundi



Contrôle aux frontières contre la MVE qui sévit en RDC (Bujumbura Rural, Gatumba)

CHIFFRES CLÉS

1,77M

Pop. dans le besoin (2019)

710.000

Population ciblée (2019)

130.562

PDI (Fev. 2019)

1,7M

pers. en insécurité alimentaire

FINANCEMENT (2019)

\$106.3M

Conditions requises

\$21.1M

Financement



FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/721/summary>

CONTACTS

Jutta Hinkkanen

Chef de bureau

hinkkanen@un.org

Julie Languille

Chargée de l'information publique

languille@un.org

CONTEXTE (Il y a 31 minutes)

Plus de 7 000 personnes affectées par les catastrophes naturelles ont bénéficié d'une assistance humanitaire d'urgence depuis le début de l'année 2019

Récurrents et dévastateurs, les aléas climatiques sont la première cause des déplacements internes au Burundi. D'après les données de la matrice de déplacement du mois de février dernier, 75% parmi les quelques 130 000 personnes déplacées internes sont des déplacées climatiques.

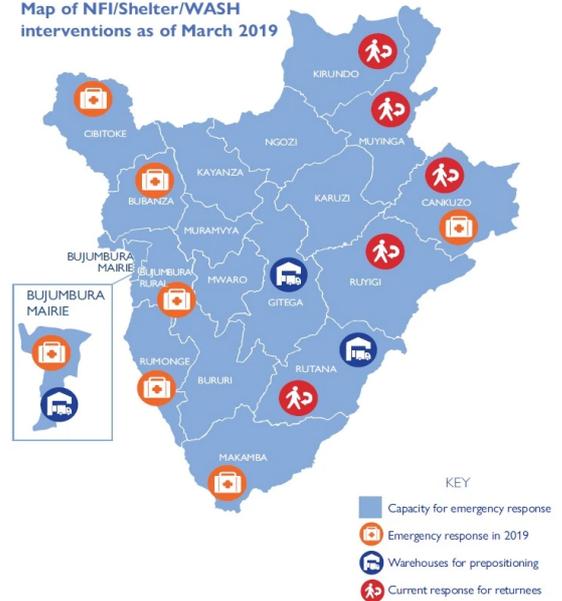
Pour répondre aux besoins immédiats de la population burundaise post-catastrophes naturelles, les unités Abris / Articles non-alimentaires (ANA) et Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) prépositionnent des stocks de contingence dans les entrepôts de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) situés à Gitega et Bujumbura Mairie. Ainsi, lorsque survient une urgence, ces stocks sont distribués rapidement en l'espace d'une semaine maximum aux personnes dans le besoin. Cependant, ces stocks ne couvrent chacun qu'une capacité de

quelques 200 ménages et l'entrepôt de Rutana n'est pas encore opérationnel faute de financement. Le Ministère de la Sécurité Publique et les partenaires plaident pour un appui financier plus soutenu afin de constituer un réservoir de stocks plus conséquent pour 2 500 ménages minimum, pour chaque entrepôt, sur une année.

Depuis le début de l'année 2019, plus de 7 000 personnes affectées par les catastrophes naturelles ont bénéficié d'une assistance humanitaire de l'OIM, grâce aux financements du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), du Département du développement international du Gouvernement britannique (DFID) et du Gouvernement du Japon. Parmi eux, 870 ménages ont reçu une aide au logement, 600 ont reçu des kits ANA et 300 ont bénéficié de kits de réparation d'abris.

Si les déplacés climatiques - et plus généralement les déplacés internes - ont besoin d'un appui certain en abris, en articles non-alimentaires et en eau, hygiène et assainissement, ils sont sujets à bien d'autres vulnérabilités. En effet, 73% des collines rapportent que les prix des vivres sur les marchés sont inaccessibles pour les personnes déplacées internes. La santé est également un besoin majeur : 71% des collines rapportent que les personnes déplacées internes n'ont pas les moyens de payer leurs soins. Enfin, les besoins de protection sont souvent sous-rapportés et préoccupants : 61% des collines rapportent que les femmes et les filles déplacées internes ne peuvent dénoncer les violences basées sur le genre dont elles ont été victimes.

Map of NFI/Shelter/WASH interventions as of March 2019



Carte des interventions d'urgence de l'OIM au mois de mars 2019

CONTEXTE (Il y a 31 minutes)

Témoignage d'Elisabeth Ngendakumana, bénéficiaire d'un appui en abris et articles non-alimentaires de l'OIM

Elisabeth Ngendakumana est mère célibataire avec 6 enfants à charge. Elle vit dans la province de Bubanza. Sa maison a été détruite par de fortes pluies. Bien qu'elle ait bénéficié de l'aide de l'église pour la reconstruire, les fuites dans sa maison étaient régulières. Dès lors qu'il pleuvait, elle craignait que sa maison s'écroule. Les pluies avaient par ailleurs tout emporté : « *Je n'avais même plus de seau pour aller chercher de l'eau potable* », confie Elisabeth.

Grâce à l'appui de l'OIM en février 2019, Elisabeth a pu bénéficier d'un toit plus solide et d'un kit d'articles non-alimentaires. Elle a par ailleurs participé à un atelier pour être en mesure de réparer sa maison de manière autonome.



Crédit photo : OIM Burundi / Amber Christino

CONTEXTE (Il y a 37 minutes)

Avec un HRP financé à 56%, les partenaires humanitaires ont pu atteindre un peu plus de la moitié de leurs objectifs en 2018

Selon le rapport de suivi périodique du deuxième semestre, le taux de réalisation du plan de réponse humanitaire (HRP) est estimé à 59% en 2018. Ce taux de réalisation s'explique en grande partie par le sous-financement du HRP en 2018, dont le taux quasiment identique de 56% a indéniablement limité les activités des partenaires.

Ainsi, la communauté humanitaire n'a pu assister que 1,42 million de personnes sur les 2.4 millions ciblées dans le HRP. Les secteurs santé, eau, hygiène et assainissement et abris / articles non-alimentaires ont été les moins financés avec des taux respectifs de réalisation de 11%, 15% et 52%. Si le sous-financement du HRP a été le principal défi des partenaires, la suspension des activités des ONG internationales, annoncée par le Gouvernement du Burundi au dernier trimestre 2018, a également limité / retardé la réalisation de certains projets.

Malgré cela, la communauté humanitaire a réalisé de nombreuses avancées. Parmi celles-ci notamment, plus de 527 000 personnes ont reçu des rations alimentaires, 1,2 million d'écoliers ont reçu du matériel scolaire, 524 000 écoliers ont bénéficié d'un repas chaud le midi chaque jour de classe, 198 000 kits d'urgence d'intrants agricoles ont été distribués, 138 000 enfants malnutris ont été admis et traités dans les services de stabilisation nutritionnelle et 392 000 enfants de 6-23 mois ont été supplémentés en micronutriments.

En 2019, il est estimé que 1,77 million de Burundais ont besoin d'une aide humanitaire. C'est 50% de moins qu'en 2018. La réduction des besoins peut être attribuée en grande partie à l'augmentation de la production agricole et à l'absence d'épidémie pendant la grande partie de l'année 2018. Toutefois, en raison de la vulnérabilité chronique des populations et du risque de catastrophes naturelles, les acquis restent fragiles. En 2019, les partenaires humanitaires ont besoin de 106 millions de dollars US pour répondre aux besoins de la populations burundaise ([HRP 2019](#)). Au 15 avril, presque 20% des financements ont été reçus. Il s'agit là d'une nette amélioration par rapport à 2018 où le HRP avait atteint ce niveau de financement au mois de juillet seulement. Cependant, des nombreux besoins restent à couvrir. Les bailleurs de fonds sont invités à enregistrer leurs contributions sur le [service de suivi des financements \(FTS\)](#).



Réalisations des partenaires humanitaires en 2018

CONTEXTE (Il y a 32 minutes)

Les activités de préparation à la riposte à la maladie à virus Ebola sont en cours

Classé en priorité 1, le Burundi est sous la menace d'une éventuelle propagation de la maladie à virus Ebola (MVE). En soutien aux efforts de préparation du Gouvernement du Burundi, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) a annoncé en décembre dernier l'octroi d'une allocation de 2,4 millions de dollars US au pays, sur un total de 10 millions adressés aux pays de la sous-région. Ces fonds viennent soutenir la mise en place des activités conformes aux priorités définies dans le plan national de contingence Ebola, dans les districts de santé prioritaires. Sur les 36 points d'entrée localisés dans la zone de priorité 1 à la frontière de la République Démocratique du Congo et du Rwanda, 20 sont ciblés par les fonds CERF.

Cinq agences des Nations Unies sont bénéficiaires des fonds CERF : l'OMS, l'OIM, le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). A travers leurs activités respectives, les agences onusiennes bénéficiaires de l'allocation du CERF entendent répondre à trois objectifs :

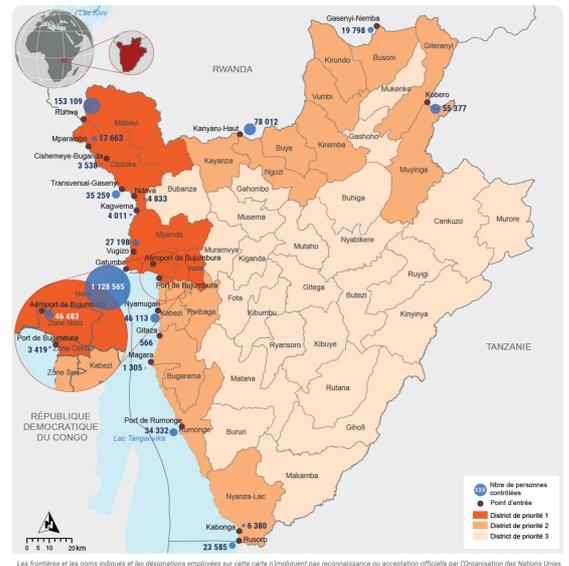
- le renforcement de la surveillance et la mise en place d'un système d'alerte pour détecter les cas ;
- la gestion des cas ainsi que la prévention et le contrôle de l'infection aux points d'entrée ;
- le renforcement de la communication sur les risques liés à la propagation du virus et de l'engagement communautaire.

Chef de file technique, l'OMS assure - en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé - les activités de surveillance et d'alerte rapide dans les districts sanitaires prioritaires. L'organisation équipe les hôpitaux et les centres de traitement Ebola en médicaments, fournitures médicales et dispositifs en eau, hygiène et assainissement. Elle a également en charge la formation des agents de santé qui bénéficieront prochainement du vaccin contre la maladie à virus Ebola. La logistique est en grande partie assurée par le PAM qui a pu mettre en place 11 structures semi-durables et temporaires au niveau de 10 points d'entrée fin mars. Dans le courant du mois d'avril, 7 autres points d'entrée seront aménagés.

Le HCR gère quant à lui le dépistage, la logistique et la formation des agents de santé et communautaires dans les 3 centres de transit et les 5 camps de réfugiés au Burundi.

L'UNICEF poursuit ses activités de communication et d'engagement auprès des communautés. Parallèlement, l'organisation des Nations Unies assure l'approvisionnement en eau potable via camion-citerne, met en place des puits et des latrines au niveau des points d'entrée.

Enfin l'OIM veille au flux de populations, collecte les données et, à partir de celles-ci, réalise deux niveaux de cartographie de la mobilité de la population au niveau des provinces prioritaires que sont Cibitoke, Bubanza, Bujumbura Rural et Bujumbura Mairie.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Depuis le début de l'année 2019, près de 749 000 personnes ont été contrôlées aux points d'entrée, soit environ 1,7 million de personnes au total depuis la mise en place du mécanisme de contrôle aux frontières. Au 7 avril 2019, 15 alertes non-validées ont été enregistrées et 7 cas suspects - OMS Burundi

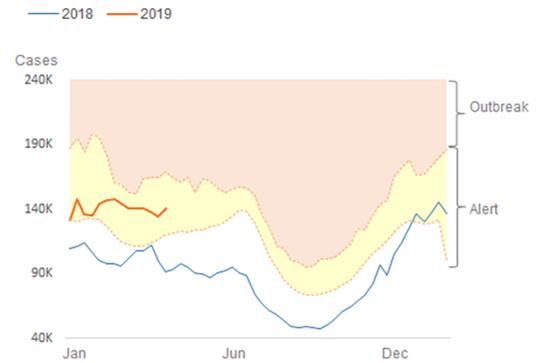
CONTEXTE (Il y a 36 minutes)

Recrudescence du paludisme au Burundi

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) relève une recrudescence du paludisme au Burundi. Une augmentation de 37% des cas par rapport à la même période en 2018 est observée. A la première semaine du mois d'avril 2019, 140 864 cas et 56 décès de paludisme ont été notifiés, menant à un total de 1.9 million de cas et à 819 décès depuis le début de l'année 2019.



Sur 46 districts sanitaires, 13 dépassent le seuil épidémique et 18 autres le seuil d'alerte. Pour rappel, la dernière épidémie de paludisme au Burundi, déclarée en mars 2017, avait pris fin en décembre 2017. Entre 2016 et 2017, plus de 15 millions de personnes ont été affectées et pas moins de 7 000 sont décédées.



Nombre de cas de paludisme au Burundi

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi>

<https://www.unocha.org/burundi>

<https://reliefweb.int/country/bdi>

À propos

Privacy policy

Copyright notice